

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 12 mars 2026 de l'établissement Poitou Carburants Société d'Exploitation Etablissements Tabaud implanté 32 rue du Général de Gaulle 86320 Lussac-les-Châteaux, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant la réalisation de l'action corrective et la transmission des justificatifs associés, il est proposé de **lever la mise en demeure** dont l'exploitant a fait l'objet pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Installations électriques** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2015 article : 7.3.2
- **Réservoirs enterrés** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2015 article : 7.1.7

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Installations électriques** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2015 article : 7.3.2
- **Récupération des vapeurs** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2015 article : 3.1.6

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 23 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Poitou Carburants Société d'Exploitation Etablissements Tabaud

32 rue du Général de Gaulle
86320 Lussac-Les-Châteaux

Références : 2026 622 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007209758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2026 dans l'établissement Poitou Carburants Société d'Exploitation Etablissements Tabaud implanté 32 rue du Général de Gaulle 86320 Lussac-les-Châteaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visiet est diligentée suite à la mise en demeure du 17 mars 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Poitou Carburants Société d'Exploitation Etablissements Tabaud
- 32 rue du Général de Gaulle 86320 Lussac-les-Châteaux
- Code AIOT : 0007209758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Poitou Carburant existe depuis 1970 sur la commune de Lussac-les-Châteaux. Elle exerce une activité de distribution de produits pétroliers (combustibles et lubrifiants), principalement à destination des particuliers et des agriculteurs.

Le site disposait initialement d'un arrêté préfectoral de 1964. L'arrêté préfectoral du 5 janvier 2015 a été pris suite aux évolutions du site : augmentation de la capacité de stockage et installation de chargement de véhicules-citernes.

Le dépôt de carburant est constitué :

- de six cuves enterrées :
 - une cuve de fioul de 80 m³,
 - deux cuves de gazole non routier (GNR) de 80 m³ chacune,
 - une cuve de gazole de 80 m³,
 - une cuve de sans-plomb 95 de 60 m³,
 - une cuve de fioul hiver de 60 m³.
- d'une cuve aérienne de fioul,
- une installation de chargement de véhicules citernes.

Le site emploie une quinzaine de personnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 7.3.2	Levée de mise en demeure / Demande d'action corrective	4 mois
2	Récupération des vapeurs	Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 3.1.6	Demande d'action corrective	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Réservoirs enterrés	Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 7.1.7	Levée de mise en demeure
4	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 7.4.1	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 4.2.2	Sans objet
6	État des stocks des liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 7.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les termes de la mise en demeure du 17 mars 2025 relatifs aux installations électriques et aux dispositifs de détection de fuite ont été régularisés.

En revanche, **l'analyse de l'air ambiant menée en 2025 ne répond pas aux attendus. Le terme relatif à la surveillance des dispositifs de récupération des vapeurs n'est donc toujours pas respecté et pourra donner lieu, sans action corrective rapide, à une proposition de sanction administrative et à des suites pénales.**

L'exploitant doit également mettre en œuvre des actions correctives selon les conclusions du

rapport ATEX de l'APAVE daté du 30 mars 2026, notamment la vérification de la conformité du matériel dans les ateliers.

Les autres points sont conformes aux attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Électrique
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant tient à la disposition de l'IIC les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent</i> <i>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, tuyauteries) sont mis à la terre conformément aux réglementations applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits</i> <i>[...]</i>
Constats : Suite à la précédente visite ayant donné lieu à l'arrêté de mise en demeure du 17 mars 2025, l'exploitant avait un délai de 4 mois afin de réaliser les travaux pour lever les non-conformités. Un artisan a effectué les réparations (facture de l'établissement Brunet suite à son intervention du 24 juillet 2025.) Malgré cela, le rapport du 18 août 2025 émis par l'Apave au titre du code du travail fait état de 3 observations, le certificat Q18 du 18 août 2025 mentionne par ailleurs qu'une coupure générale n'a pu être effectuée et que les installations peuvent entraîner des risques d'explosion ou d'incendie. De plus, l'exploitant ne dispose pas de Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) permettant d'identifier les atmosphères explosives (ATEX). Suite à l'inspection, l'IIC avait octroyé un délai supplémentaire à l'exploitant qui avait enclenché les prises de rendez-vous d'interventions pour la définition des zones ATEX et les levées d'observations. L'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none">- un rapport « détermination du zonage ATEX » établi par l'APAVE, daté du 30 mars 2026 ;- un compte rendu d'intervention de l'agence APAVE pour la levée de réserves, daté du 23 février 2026 ;- un compte rendu d'intervention de l'agence APAVE pour la levée de réserves, daté du 08 avril 2026 ; L'agence APAVE confirme ainsi la levée des observations listées en 2025, avec réalisation de la totalité de l'essai des dispositifs différentiels. Tout est conforme aux attendus. Le terme de la mise en demeure du 17 mars 2025 est respecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il revient néanmoins à l'exploitant de réaliser les actions correctives listées dans le rapport « détermination du zonage ATEX » :

Les étapes suivantes concernent notamment :

- le marquage à l'entrée des ateliers / à proximité des zones dangereuses (panneau normalisé EX),
- la vérification de la conformité du matériel (électrique et non électrique) implanté et utilisé dans les ateliers
- la formalisation de l'évaluation des risques spécifiques liés aux atmosphères explosibles en cohérence avec l'évaluation des risques professionnels déjà intégrée au document unique et en prenant en compte les résultats de la vérification de la conformité du matériel,
- la formation du personnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure / **Demande d'actions correctives**

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Récupération des vapeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 3.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Vapeurs

Prescription contrôlée :

Les stations sont équipées de systèmes actifs de récupération des vapeurs afin de permettre le retour d'au moins 80 % des vapeurs [d'essence] dans les réservoirs fixes.

La concentration moyenne de vapeurs dans les échappements des unités de récupération des vapeurs, corrigée pour dilution lors du traitement ne doit pas excéder 35 g/N mètres cubes pour une heure.

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de son installation et fait réaliser au moins une fois tous les six mois, pour les installations ne disposant pas d'un système de régulation électronique en boucle fermée et tous les trois ans pour les installations disposant d'un système de régulation électronique en boucle fermée, un contrôle sur site par un organisme agréé.

Constats :

Ce point non-conforme lors de la dernière visite d'inspection de 2025 avait donné lieu à un arrêté de mise en demeure, du 17 mars 2025

L'exploitant a fait procéder à des mesures d'air ambiant par l'agence APAVE (rapport daté du 13 mai 2025).

Les analyses ne montrent pas d'impacts en hydrocarbures au droit des deux points de mesures au sud et à l'ouest du site **mais ne répondent pas aux attendus**, le contrôle réglementaire devant porter spécifiquement sur les dispositifs de récupération des vapeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire réaliser le contrôle des dispositifs de récupération des vapeurs par un prestataire agréé.

Au vu de l'analyse d'air ambiant réalisée, bien que non pertinente, il n'est pas proposé à ce stade de sanction administrative.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions correctives
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Réservoirs enterrés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 71.7
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les réservoirs enterrés sont [...] équipés d'un système de détection de fuite et d'un renvoi d'alarme vers le hangar de stockage des lubrifiants. Les systèmes de détection de fuite des réservoirs et des tuyauteries sont conformes à la norme en vigueur et sont contrôlés par un organisme agréé tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir. Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</i></p> <p><i>Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point non-conforme lors de la dernière visite d'inspection de 2025 avait donné lieu à un arrêté de mise en demeure du 17 mars 2025</p> <p>L'Inspection contrôle le rapport de vérification émis par ICC datant du 18 mars 2025. Test de l'alarme et test de l'arrêt d'urgence sont effectués par la personne en charge de la maintenance. Les derniers essais réalisés ont eu lieu le 24 novembre 2025 et le 26 janvier 2026. Résultat : RAS.</p> <p>Un test est fait ce jour sur l'alarme : conforme.</p> <p>Le terme de la mise en demeure est respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 74.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinements et rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 400 m³.</i></p>
Constats :

<p>L'exploitant confirme mettre une pompe thermique afin de vidanger le bassin de 157,08 m³ associé au bâtiment de stockage.</p> <p>L'exploitant fournit le D9a justifiant le volume nécessaire pour la rétention.</p> <p>La rétention de 400 m³ sous la cuve de FOD est vidangée par le même processus (pompe thermique).</p> <p>Point conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'IIC.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit le plan des réseaux mis à jour suite à la mise en place de la rétention associé au bâtiment de stockage d'une capacité de 157,08 m³.</p> <p>Point conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : État des stocks des liquides inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2015, article 7.5.4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan << quantités réceptionnées, quantités délivrées >> pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit l'état des stocks tenu à jour et les bilans 2025.</p> <p>Le jour de l'inspection, le stock est de 13 409, 530 m³.</p> <p>Point conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>